

**Déclaration liminaire au CSAL du 31 mai 2023**

Madame la présidente,

Ecole, hôpital, police... tous les secteurs de la fonction publique ont du mal à recruter : les concours y sont parfois considérés comme difficiles en regard des salaires, après des années de dénigrement par nos politiques et de critique d'un État trop obèse, la reconnaissance y est moindre qu'il y a quelques décennies.

Sans compter également que les contraintes liées par exemple aux affectations sur l'ensemble du territoire provoquent des démissions rapides de la part des reçus aux concours.

Tous les secteurs de la fonction publique, nationale, territoriale, hospitalière sont touchés et il reste cette année 58.000 postes à pourvoir.

La Fonction Publique n'attire plus et il n'y a rien de surprenant ! Il est vrai qu'il suffit de nos jours de traverser la rue pour trouver du boulot. La plupart des services publics étant malheureusement fermés, cela explique probablement que peu de citoyens poussent nos portes pour nous rejoindre !

Plus sérieusement, l'inflation est venue aggraver la situation créée par le gel de la valeur du point d'indice depuis 2010. La hausse du 1er juillet dernier est restée insuffisante pour préserver le pouvoir d'achat des agents et rendre attractifs les postes de la Fonction Publique.

Outre un tassement des grilles sans précédent (douze années à l'indice minimum pour les agents de catégorie C, trois années pour les agents de catégorie B), le nombre d'agents impactés atteint un niveau alarmant : ce sont plus d'un million d'agents et leurs familles qui vivent avec le traitement minimum.

Pour le manque d'attractivité, les causes sont connues. Il ne reste plus à nos dirigeants qu'à passer aux actes !

Lors de la réunion bilatérale avec Stanislas Guérini du 24 mai, Solidaires a donc développé deux points essentiels à savoir l'abrogation de la réforme des retraites et les indispensables mesures salariales générales indiciaires.

Malgré des mois de mouvement social unitaire porté par un soutien massif de la population, le ministre a continué de porter la parole d'un gouvernement sourd aux revendications pourtant légitimes.

Pour Solidaires, l'urgence salariale est telle aujourd'hui face à une inflation insupportable notamment sur les produits de base que des mesures d'urgence tant une revalorisation de la valeur du point d'indice à hauteur des pertes intervenues depuis plus de 10 ans (plus de 30% de perte de pouvoir d'achat), l'indexation des traitements sur l'inflation, que l'octroi de 85 points d'indice pour tous, ou la revalorisation des carrières féminisées notamment sont indispensables.

Parler attractivité de la fonction publique sans parler sérieusement et avec des mesures concrètes générales pour l'ensemble des agent-es revient à brasser du vent.

Face aux revendications claires et concrètes de Solidaires, le ministre a indiqué qu'une réunion multilatérale sur le sujet salarial serait organisée en juin mais n'a donné aucune réponse claire quant à une annonce de revalorisation du point notamment.

Madame la présidente,

« Les résultats de l'observatoire interne sont marqués cette année par une érosion notable des indicateurs sur de nombreux thèmes abordés, tels que notamment la charge de travail, le contenu et la motivation au travail, les marges de manœuvre et l'autonomie pour réaliser son travail, de même que la perception de l'efficacité du fonctionnement du service ou de la qualité du service rendu aux usagers.

Pour la première année, les agents étaient interrogés sur leur état d'esprit : il en ressort un moral partagé entre inquiétude et fatigue pour 40% d'entre eux, avec notamment une motivation et une satisfaction de travailler pour le ministère en nette diminution. De même, la nécessité d'une plus grande valorisation de leur travail et le besoin d'un renforcement du sens donné à leur travail ressortent plus clairement encore en 2023... »

Ce n'est pas nous qui le constatons mais le directeur général, M Jérôme FOURNEL.

Le délégué interrégional qui nous a reçus en audience la semaine dernière n'avait pas dû avoir connaissance des résultats de l'observatoire 2023 et des commentaires de son supérieur car, pour lui, tout va pour le mieux à la DgfiP.....

L'impression qui en est ressortie, c'est que comme beaucoup de femmes et d'hommes politiques il ne vit pas dans le même monde que le nôtre !

Le baromètre 2023, en plus d'une participation assez faible et déséquilibrée (sous représentation, par rapport aux effectifs de notre administration des catégories C et B et également très faible représentation des effectifs travaillant dans les SIP-SIE et CDC, pourtant les services parmi les plus impactés par les dernières restructurations) malgré de nombreuses relances et un délai prorogé, est très loin d'être favorable à la DGFIP. Ces chiffres viennent conforter ce que nous dénonçons depuis plusieurs années : la dégradation des conditions de travail, des évolutions à marche forcée et plus généralement la destruction de nos chaînes de travail. Les réformes incessantes, les nombreuses atteintes à nos missions, à nos structures affectent les agents dans leur quotidien de travail. Ce sont des signaux forts que l'administration doit prendre en considération.

Les paroles ne suffisent pas, il est plus qu'urgent de passer aux actes !

Madame la présidente,

Nous réaffirmons notre opposition à la réforme des retraites. L'intersyndicale, toujours massivement soutenue par les travailleurs-euses, la jeunesse et une très large majorité de la population, réaffirme son rejet de ce recul social et appelle le 6 juin, à une journée de grèves et de manifestations sur l'ensemble du territoire.

L'intersyndicale soutient la proposition de loi supprimant l'âge légal et l'allongement de la durée de cotisation. Le 8 juin, l'Assemblée nationale pourra, pour la première fois, se prononcer par un vote portant sur la réforme des retraites. L'intersyndicale appelle solennellement les député.es à la responsabilité en votant favorablement ce texte. Ils respecteront ainsi la volonté de la population massivement exprimée depuis janvier.

L'intersyndicale réaffirme que c'est une question de justice sociale. Cette réforme des retraites est injuste et brutale tout comme l'est par exemple la dégressivité des allocations chômage, la conditionnalité d'accès au RSA ou des bourses étudiantes. A l'inverse, pour l'intersyndicale, l'enjeu du pouvoir d'achat est central. Elle porte

notamment la nécessaire augmentation des salaires, des retraites et pensions, des minimas sociaux et des bourses d'études.

Nous continuerons à travailler ensemble pour plus de justice sociale.

Nous appelons tous les agents à rester mobilisés et à manifester le 6 juin

Madame la présidente,

Solidaires Finances Publiques exige l'arrêt des réformes déstructurantes de nos missions de service public, la revalorisation des rémunérations de l'ensemble des personnels, une augmentation des possibilités de promotion et de meilleures conditions de travail.

Les représentants de Solidaires Finances

Frédéric Vidalenche - Cfp Le Teil	Carine Royau - Sie antenne Aubenas
Joël Mounier Sie antenne Tournon	Céline Coquelet - DDFiP EDR
Sébastien Barret - DDFiP SFDL	Nadia Volle - Sip Aubenas